

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 voie Gisèle Halimi
BP 31269
25005 Besançon

Besançon, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



sté KME (ex Zindel)
Zone Industrielle
rue de SODETAL
25870 DEVECEY

Références : UID257090/SPR/YB/CN 2022 – 0727C

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement sté KME (ex Zindel) implanté Zone Industrielle rue de SODETAL 25870 DEVECEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection conduite dans le cadre de l'action nationale relative à la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surface (action "coup de poing" incendie)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- sté KME (ex Zindel)
- Zone Industrielle rue de SODETAL 25870 DEVECEY
- Code AIOT dans GUN : 0005900244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société KME exploite à DEVECEY (25) une ligne d'étamage en continu de bandes en cuivre. Cette installation anciennement exploitée par la Sté ZINDEL a fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant en 2010. L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008.

Le site dispose d'une ligne de traitement de surface avec un volume de baignoirs de traitement de 17000 litres.

L'exploitant a fait le choix de conserver l'autorisation actuelle délivrée pour un volume de baignoirs de 97600 litres relevant de la rubrique IED 3260.

Le site emploie 4 personnes sur la partie traitement de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La ligne de traitement de surface est installée dans une partie d'un bâtiment comprenant également une seconde partie dédiée au stockage des matières premières (bandes de cuivre destinées à l'étamage).

Cette partie du bâtiment comprend également la station de détoxification des effluents issus de la chaîne de traitement de surface qui comporte une rétention d'un volume d'environ 100M3 permettant de stocker les épandages éventuels ainsi que les eaux d'extinction.

Les 2 parties du bâtiment sont séparées par un mur plein maçonné permettant de garantir le caractère coupe-feu prescrit.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : Le site dispose de 3 exutoires installés au niveau de la toiture de la zone de stockage de matières premières dans le bâtiment central. Ces exutoires sont à commande manuelle, installées au niveau des portes du bâtiment. La zone du bâtiment central comprenant la chaîne de traitement de surface comporte 2 exutoires en toiture tel que prescrit à l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral DDD/5B/2009-241104401 du 24/11/2008. Ces 2 exutoires sont à ventilation forcée, par un extracteur motorisé équipant chaque exutoire, actionné à l'aide d'un interrupteur électrique (2 positions: marche/arrêt)
Observations : L'exploitant devra préciser le débit d'extraction des exutoires "forcée" équipant la zone du bâtiment central comprenant la chaîne de traitement de surface. De plus une procédure écrite devra être rédigée prévoyant qu'en cas d'incendie la mise en route des extracteurs motorisés devra être réalisée. Cette procédure devra être intégrée au plan de secours qui est actuellement en place au niveau de l'établissement. Délai: rédaction de la procédure et intégration au plan de secours sous le délai maximal de 3 mois compté à réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle de la conformité des installations électriques avec mesures de l'impédance des prises de terre et contrôle par thermographie des armoires électriques. Ces contrôles sont réalisés par le BE SOCOTEC. Le dernier contrôle thermographique a été réalisé le 6 mai 2022 et n'a pas mis en évidence de points chauds sur les connexions électriques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Chacune des cuves contenant des bains de traitement de surface (hors bains de rinçage à l'eau par conséquent) est équipé d'une canne chauffante comportant un asservissement sur le niveau du bain dans la cuve.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : le site comporte des extincteurs répartis dans l'ensemble des locaux (industriels et bureaux). Les extincteurs comprennent les agents d'extinction suivants: -eau pulvérisée, -CO2, -à poudre du type feu de classe A,B,C. Le dernier contrôle effectué sur les extincteurs (vérification de la durée de validité et maintenance du matériel) a été réalisé le 8 avril 2022 par la société "extincteurs Feuvrier" basée à NEY (39300). D'autre part 3 poteaux incendie sont situés sur la ZI rue de SODETAL, à proximité du site exploité par la société KME. Ces poteaux ont fait l'objet d'un contrôle de débits et de pression statique et dynamique par la société VEOLIA en avril 2021. Les mesures réalisés font apparaître une conformité des débits et pressions fournis par poteau. Ces poteaux sont référencés : N°25-200-16, 25-200-17 et 25-200-18 Ces constats montrent le respect des prescriptions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24/11/2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : un contrôle annuel des extincteurs est réalisé par la société FEUVRIER basée à NEY 39300 disposant en particulier de la certification aux règles APSAD et NF Service (référentiel 14-NF 285). Les poteaux incendie disposés sur le domaine public ont été contrôlés en avril 2021 par la société VEOLIA (déclarés conformes par mesures des débits et pressions en fonctionnement dynamique et simultané).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : la ligne de traitement de surface (ligne argent et cuivre pour étamage en continu) est placée sur rétention qui comporte un canal d'acheminement des éventuels effluents collectés vers la station de détoxification des eaux industrielles. Cette station de détoxification est équipée d'un bassin de stockage d'un volume d'environ 100M3 (l'arrêté préfectoral d'autorisation du site prescrit en son article 7.4.6 un volume de 50M3 minimum). Ce bassin de stockage ne présente pas de point de sortie des effluents vers le milieu extérieur. Enfin l'atelier de traitement de surface ne présente pas de regards d'évacuation vers le milieu externe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie provenant de l'atelier de traitement de surface est situé au niveau de la station de détoxification des effluents industriels des lignes de traitement de surface. Ce bassin a un volume d'environ 100M3 et n'est pas muni d'un point de sortie des effluents vers le milieu externe.
Observations : le dimensionnement du volume du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie devra être déterminé par application des dispositions de la note D9 afin de vérifier que la suffisance des moyens de confinement actuel par l'utilisation du bassin de rétention existant au niveau de la station de détoxification des effluents industriels. Ce calcul devra être transmis à l'Inspection des installations classées sous le délai maximal de 1 mois compté à réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet